(1)

(N^o 224.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUIN 1893.

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1893 (1).

Amendement présenté par le Gouvernement.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Un crédit de 4,300,000 francs destiné au rachat de la concession du chemin de fer de Lierre à Turnhout a été mis à la disposition du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, par la loi du 2 avril 1881.

Sur ce crédit, il a été payé à la Société concessionnaire, le 28 février 1882, une somme de 4 millions de francs ; le complément du prix de rachat, soit 300,000 francs, a été retenu de commun accord avec la Compagnie, afin de garantir le Gouvernement de l'exécution d'obligations qui auraient pu être laissées en souffrance. Il a été stipulé, dans l'arrangement relatif à cette retenue, que celle-ci porterait intérêt au taux de 4 p. % l'an à partir de la date de la reprise de la ligne. La dette de l'État atteint ainsi, en y ajoutant quelques accessoires, environ 440,000 francs.

Les questions litigieuses portées devant les tribunaux, conformément au dit arrangement, ont toutes reçu une solution. Le complément du prix de rachat devra donc être payé sous peu.

Mais les ressources font défaut, le reliquat non utilisé du crédit mis, en 1881, à la disposition du Gouvernement ayant dû être annulé en exécution de la loi du 1^{er} août 1883.

En conséquence, j'ai l'honneur, Monsieur le Président, de proposer un amendement au projet de loi de budget des recettes et des dépenses extraordinaires, pour l'exercice 1893, qui fait l'objet du document parlementaire

(1) Budget, n^o 181.

n° 181 de la session en cours. Cet amendement consiste à ajouter à l'article 3 du dit projet de loi de budget un n° 4°, ainsi libellé :

4° « *Au Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, un crédit*
» *de quatre cent quarante mille francs (fr. 440,000) destiné au règlement*
» *définitif du prix de rachat de la concession du chemin de fer de Lierre à*
» *Turnhout, et des intérêts et des frais auxquels l'État a été condamné par*
» *jugement du tribunal de Bruxelles en date du 28 mars 1893. »*

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.